



Après le CTL du 26 juin,  
l'avenir s'assombrit encore  
plus...

L'ASR, c'est Amateurisme,  
Sabotage et Régression!

Reboosté suite à une grand messe le 22 juin 2018 à Bercy, notre directeur poursuit avec précipitation le démantèlement de la DDFIP 40, sans pitié pour les agents ni les contribuables. En élément de langage, pour absorber les suppressions d'emplois, il faut de l'ASR : Adaptation des Structures et du Réseau.

A travers leur déclaration liminaire (à lire sur le site national du syndicat, rubrique « actualité des sections »), les élu.es de Solidaires Finances Publiques ont ironisé sur le retour de la fusion Amou/Montfort/Mugron, sur le non-respect du lien CHSCT/CTL (les points critiques relevés par les représentants en CHSCT n'étaient pas repris dans les documents préparatoires, et leurs demandes encore moins), sur le calendrier à la clarté obscure des 3 fusions de trésoreries (« *le phasage et calendrier prévisionnel du projet sont prévus dans un vade mecum chronologique dédié* » dixit la direction, mais elle ne nous l'a pas fourni !) et ont surtout dénoncé un grand saut dans l'inconnu dans lequel sont poussés les agents.

Malheureusement, et c'est particulièrement coupable, les leçons du fiasco de la fusion des Sie de Dax (où le bricolage continue!) n'ont toujours pas été tirées. Et que dire du ratio mètres carrés/agents qui diminue à chaque restructuration !

***Pour Solidaires, en l'absence de certitudes sur la réalisation des nombreux travaux avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019 (budgets hypothétiques et délais de réalisation illusoires), l'intelligence et la responsabilité auraient commandé de repousser ce mauvais scénario à janvier 2020, voire à l'abandonner. Amateurisme dans la conduite du projet, Sabotage des missions et Régression des conditions de travail, voilà à quoi sert aujourd'hui une « équipe de direction ».***

## Suppression de 4 trésoreries

Le directeur a motivé ses réformes en s'appuyant sur des chiffres (nombre d'habitants dépendant des trésoreries à supprimer) et sur l'absence de suppression de trésoreries dans le département depuis bien trop longtemps (sic). Ignorant, voire méprisant nos remarques et contre arguments, il est prêt à tout pour rendre une belle copie à Bercy, quel que soit le prix à payer pour les agents et les contribuables.

- A **Montfort en Chalosse** devraient arriver 2 B et 1 C d'Amou et de Mugron, 2 emplois A étant supprimés grâce à la fusion ! Retapée en profondeur récemment, la trésorerie continue néanmoins de connaître plusieurs désagréments : une canalisation cassée (les travaux auront bientôt lieu...) provoque humidité et odeur, la clim' fuit mais sera bientôt réparée... Aucun autre travaux à prévoir puisque 2 agents acceptent de travailler ensemble dans un bureau de 11 m<sup>2</sup> non réglementaire (9 m<sup>2</sup> par agent sur un plateau).

- A **St Sever** devraient arriver les collègues de Geaune et Hagetmau. Matraqués par les suppressions d'emplois, la perte de missions et l'augmentation des charges, ces petits postes ont été méthodologiquement asphyxiés, tout comme Mugron et Amou. Pour accueillir 4 agents de plus, des travaux d'aménagement plus une addition de construction ont été promis par la mairie. Mais qu'en sera-t-il réellement au 1<sup>er</sup> janvier 2019 ? Pour l'heure, seul l'aménagement intérieur et la climatisation sont annoncés, mais pas budgétisés, et l'addition de construction est déjà reportée au cours du premier trimestre 2019. En clair, le directeur décide d'une fusion, d'une date... et c'est tout. A moins que le ministre retoque ce projet d'ici le 14 juillet..., et les autres avec.

A la demande d'installation d'une pointeuse en lieu et place du badgager sur écran qui fait perdre du temps comptabilisé, la mesquinerie de la direction a atteint des sommets : ça coûte cher (de l'ordre de 1 000 €) donc on vous dira plus tard ! Et au lieu de maintenir les avantages acquis en matière de module horaire (4,5 j hebdo), la « responsable » RH n'a pas trouvé mieux d'interroger la centrale sur une éventuelle mise à jour de la note qui permettrait de les supprimer. Quand il faut

solliciter Bercy à bon escient pour défendre les agents, la direction fait l'autruche ou la tortue (l'histoire du toit de Dagas n'est toujours pas réglée), quand elle veut réduire leurs droits, elle l'invoque.

- A **Tyrosse**, la fusion avec Soustons et l'arrivée du recouvrement de l'impôt de St Martin de Seignanx sont encore plus dantesques ! Propriétaire des locaux, la mairie refuse tout travaux (transformation de locaux d'habitation à l'étage en bureau pour accueillir 5 agents, agrandissement de l'accueil et création d'un box, climatisation, toilettes supplémentaires...) et celle de Soustons ne digère pas du tout la fermeture de sa trésorerie. La proximité du service public a encore du sens pour certain.es élu.es.

Auto-persuadés de pouvoir faire plier les maires concernés, les cerveaux de Dulamon ne veulent rien changer à leur projet ni à leur calendrier. Et les inquiétudes des agents quant au nombre réel qui travaillera dans ce poste aux charges particulièrement conséquentes ne sont pas prêtes d'être levées.

Cerise sur le gâteau : à la demande des agents de pouvoir se garer gratuitement devant leur lieu de travail (revendication loin d'être incongrue), le directeur leur répond qu'il y a un grand parking quelques centaines de mètres plus loin et que « *marcher, c'est bon pour la santé* » !

Quant aux personnels de ménage (agents Berkani) des sites supprimés, leur licenciement ne fait aucun doute. Et quant aux contribuables, ils n'auront qu'à surfer sur Internet ou gaspiller leur chère essence sur les routes...

## **Transferts de charges sans emplois**

Ces suppressions de trésoreries s'accompagnent également de transferts de charges importants, mais la direction communique de fausses données pour minimiser, voire réduire à néant, les transferts d'emplois.

Ainsi, pour l'arrivée à la trésorerie de Dagas de la partie recouvrement de l'hôpital de St Sever, aucun emploi n'est prévu puisque la charge est estimée à 0,4 agent ! Quand on sait que la création de la caisse unique dans ce même poste a déjà été sous évaluée en termes de charges et que plusieurs emplois sont vacants, il n'est pas étonnant que personne ne demande ce service et que plusieurs agents veulent en partir. Et nous ne parlerons pas du « management »...

Pour gérer le transfert du recouvrement de l'impôt de Mugron et Amou « *un emploi supplémentaire pourrait être implanté au SIP de Dax par suppression d'un emploi d'EDR dans le prochain exercice ad hoc* ». Vous ne rêvez pas, c'est un copier-coller du document préparatoire au CTL.

Pour absorber le recouvrement IR d'Aire, Geaune, Hagetmau et St Sever au SIP de Dagas, 2 emplois sont généreusement prévus. Le hic c'est que les agents n'arriveront jamais : un emploi est vacant et la CAPL n'a affecté personne, l'autre est occupé par un agent partant à la retraite avant le 1<sup>er</sup> janvier. Enfin, l'agent s'occupant du recouvrement à St Martin a obtenu sa mutation pour un autre département mais son travail arrivera quand même à Tyrosse.

Solidaires a exigé qu'aucun agent ne soit contraint de déménager au 1<sup>er</sup> janvier si ses conditions de travail sont inférieures aux souhaits exprimés et aux promesses faites.

Toutes les organisations syndicales ayant voté contre, un nouveau CTL a été convoqué le 3 juillet, l'administration n'ayant rien modifié, les organisations syndicales ont boycotté ce CT

Interpellé sur le rapport de la Cour des Comptes, M Roques l'a jugé offensif, ravageur, et tellement fort qu'il pense qu'aucune suite ne pourra lui être donnée.

Pour Solidaires, c'est tout l'inverse car il s'inscrit dans la droite ligne des réformes menées depuis 10 ans avec leurs cortèges de suppressions d'emplois, la différence étant la formidable accélération qu'il appelle de ses vœux.

**Ensemble, nous sommes plus forts : Notre santé et notre sécurité au travail ne sont pas négociables. Le droit de retrait est fait pour nous protéger, alors utilisons nos droits plutôt que de subir.**